



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 34
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vauchse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2012342-0001 du 7 DECEMBRE 2012

mettant en demeure la Société CAMPBELL'S
située sur le territoire de la commune de LE PONTET
de respecter les prescriptions des articles suivants :

- 20 de l'arrêté ministériel modifié, relatif à la protection contre les effets directs et indirects de la foudre, du 04 octobre 2010,
- 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une usine spécialisée dans la fabrication de produits agroalimentaires du 22 juin 2000,
- 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 septembre 2011.

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article L.514-1,

VU le code de l'environnement et notamment son article R.512-33,

VU le décret du 1er août 2012 portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Yannick Blanc

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la protection contre les effets directs et indirects de la foudre,

VU l'arrêté préfectoral n° 1435 du 22 juin 2000, autorisant la société CAMPBELL'S à poursuivre l'exploitation d'une usine spécialisée dans la fabrication de produits agroalimentaires sur le territoire de la commune de LE PONTET,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-251-0011 du 08 septembre 2011 complémentaire à l'arrêté préfectoral du 22 juin 2000,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012240-0001 du 27 août 2012 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse

VU le constat effectué lors de l'inspection sur le site de la société CAMPBELL'S le 23 octobre 2012,

VU les réponses apportées par la société le 12 novembre 2012,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 novembre 2012,

CONSIDÉRANT que les teneurs en MES et DCO exprimées en concentration et en flux ne respectent pas les limites de rejets imposées par l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 septembre 2011,

CONSIDÉRANT que la mise en conformité des installations contre les effets directs et indirects de la foudre n'est pas réalisée,

CONSIDÉRANT que la modification d'une ligne de fabrication n'a pas été portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet de Vaucluse avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22/06/2000,

CONSIDÉRANT que, par conséquent, la société CAMPBELL'S ne respecte pas, à ce jour, les prescriptions auxquelles elle est assujettie,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

A R R E T E

ARTICLE 1

La société CAMPBELL'S située route de Carpentras - BP. 24 - 84131 Le Pontet Cedex, est mise en demeure de respecter, pour son site de LE PONTET, les prescriptions suivantes, les délais étant comptés à partir de la date de notification du présent arrêté.

1.1 Sous un mois :

1.1.1 La société doit porter à la connaissance du préfet la modification concernant sa ligne de fabrication "procédé ohmique", conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.1.2 Les dispositifs de protection contre la foudre doivent avoir été mis en place conformément à l'analyse du risque foudre et à l'étude technique.

1.2 Sous trois mois :

Les valeurs limites de DCO et MES exprimées en concentration et en flux doivent respecter l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2011 à savoir :

Paramètres	concentration en mg/l	flux en kg/j
DCO	125	175
MES	35	49

ARTICLE 2

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Le Pontet et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à Monsieur le préfet de Vaucluse — Direction départementale de la protection des populations.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de Vaucluse.

Le même extrait est affiché en permanence dans l'établissement, par le pétitionnaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Le Pontet, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Avignon, le **- 7 DEC 2012**

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Martine CLAVEL

ANNEXE I

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le ressort duquel se trouve l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, dans un délai de deux mois par l'exploitant à compter de sa notification conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative et dans un délai de un an par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai pouvant être prolongé de six mois à partir de la mise en activité si celle-ci n'a pas eu lieu dans les six mois de la publication ou de l'affichage en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement."

Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R. 514-3-1.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

